



## Conseil économique et social

Distr. générale  
16 janvier 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Quarante-huitième session

1er-12 mars 2004

Point 3 c) i) de l'ordre du jour provisoire\*

#### Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » :  
réalisation des objectifs stratégiques,  
mesures à prendre dans les domaines critiques  
et nouvelles mesures et initiatives : le rôle des hommes  
et des garçons dans l'égalité entre les sexes

**Déclaration présentée par l'Union mondiale des femmes rurales,  
le Fonds chrétien pour les enfants, le Conseil international  
des femmes juives, la Fédération internationale des femmes  
diplômées des universités, l'International Presentation Association  
of the Sisters of the Presentation (États-Unis d'Amérique),  
la League of Women Voters of the United States, les Maryknoll  
Fathers and Brothers of St. Dominic, les Maryknoll Sisters  
of St. Dominic et les School Sisters of Notre Dame, organisations  
non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial  
auprès du Conseil économique et social; et par l'Union  
internationale de promotion de la santé et d'éducation  
pour la santé et l'Organisation mondiale pour l'éducation  
préscolaire, organisations non gouvernementales inscrites  
sur la Liste du Conseil**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, datée du 25 juillet 1996.

\* \* \*

---

\* E/CN.6/2004/1.



Le Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur la situation des petites filles auprès de l'UNICEF défend les droits des petites filles en examinant les problèmes que rencontrent les femmes tout au long de leur vie. Les organisations non gouvernementales signataires de cette déclaration estiment qu'il est important que la Commission de la condition de la femme adopte une telle approche lorsqu'elle examinera les deux thèmes principaux de sa quarante-huitième session.

Il faut absolument garder à l'esprit que les petites filles sont les femmes de demain et qu'il est nécessaire de prendre des mesures garantissant la réalisation de leurs droits en tant qu'enfants et, plus tard, en tant qu'adultes. Les dispositions garantissant les droits des petites filles figurent dans la Convention relative aux droits de l'enfant et dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

À sa quarante-huitième session, la Commission examinera le rôle des hommes et des garçons dans l'égalité entre les sexes. Il ne s'agit pas de les rabaisser, mais plutôt d'étudier comment tous les êtres humains, hommes et garçons, femmes et filles, peuvent renforcer leur bien-être.

Deux approches principales qui peuvent servir à la réalisation de cet objectif revêtent une importance particulière pour les petites filles. La première est le rôle du père et la seconde est la nécessité fondamentale de dispenser une éducation inculquant, tant aux petites filles qu'aux petits garçons, dès leur petite enfance, le respect des besoins, des droits et des points forts des autres personnes, quel que soit leur sexe.

Dans les sociétés où les hommes détiennent le pouvoir au sein de la famille, les pères doivent être encouragés à accorder à leur fille la même protection et les mêmes droits qu'à leur fils. Il est très important d'accorder le même accès à l'éducation aux petites filles et aux garçons. Il faut également faire en sorte que les petites filles reçoivent le même traitement que leurs frères en ce qui concerne l'inscription dans les registres d'état civil, la nutrition et les soins de santé et il faut leur témoigner le même respect. L'inquiétante progression de la pandémie de VIH/sida dans de nombreuses régions du monde découle dans une large mesure de la vulnérabilité des filles qui n'ont pas reçu une telle protection. Dans les zones où l'augmentation du taux de prévalence des infections par le VIH est la plus rapide, le taux de contamination des filles est plusieurs fois supérieur à celui des garçons.

En outre, l'exploitation du travail des filles, qui les empêche d'obtenir une éducation convenable tout en étant due à leur manque de qualifications professionnelles, représente également un grave déni des droits des filles.

Il a été démontré que, pour que les petites filles bénéficient des droits qui sont garantis à tous les enfants, ces droits doivent être protégés par les membres de leur famille et de leur communauté, ainsi que par des lois. La société tout entière doit manifester la volonté d'appuyer l'application des lois protégeant les petites filles. La manière la plus efficace de s'assurer le concours des hommes et des garçons en vue d'améliorer le respect de l'égalité des sexes est de leur apprendre à respecter autrui dès l'enfance et dès les premières étapes de leur socialisation. Il faut mettre en place des programmes d'éducation préscolaire mettant l'accent sur le respect mutuel tout en tenant compte de la culture et des traditions de chaque société.